

Greffe
du Tribunal de Commerce de
FOIX
BP 153 - 09004 FOIX CEDEX
Tel: 0561026473 Fax: 0561026658
greffe.tc.foix@wanadoo.fr
www.infogreffe.fr

C E R T I F I C A T
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

S.A.S CEM
2 route de Vignes
09400 BOMPAS

Dépôt effectué par :

Maître NAVARRO Xavier
29 cours Gabriel Fauré
09000 FOIX

Numéro RCS : FOIX B 407 659 069

<12608/1996B00099>

Pièces déposées le 15/11/2007

Numéro : 2701226

Procès-verbal d'Assemblée Extraordinaire du 22/09/2007

- Réduction de capital

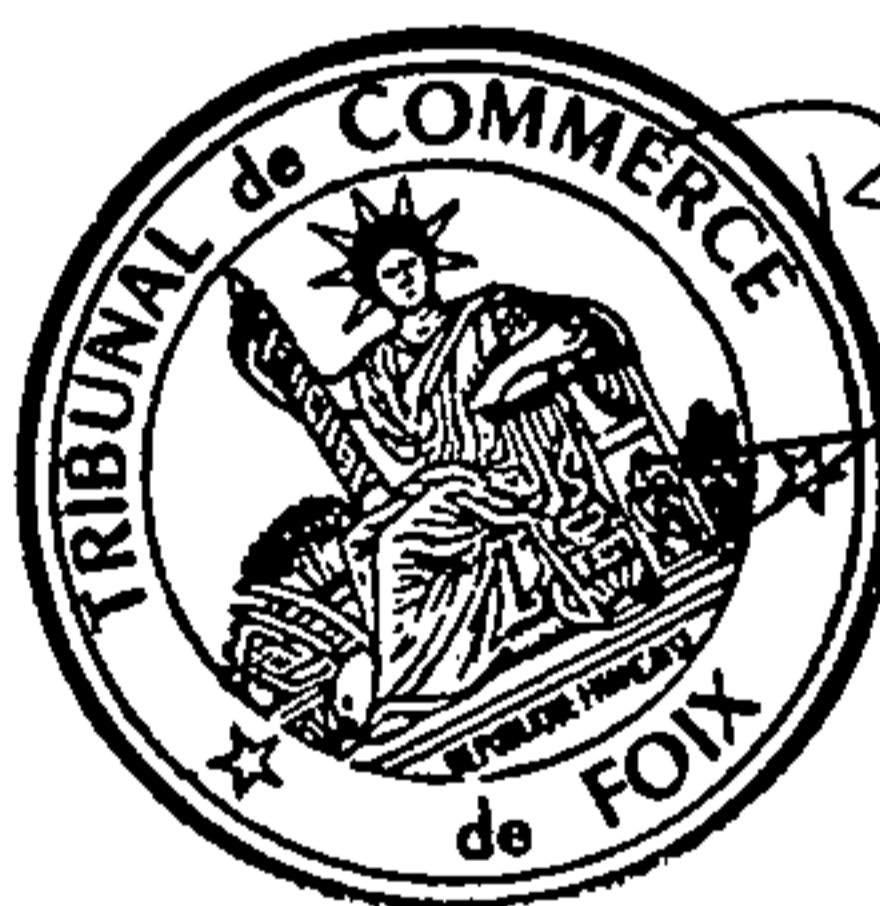
ANCIEN : 213.428,62 EUR - NOUVEAU : 192.150 EUR

Statuts mis à jour du 22/09/2007

- Modification(s) statutaire(s)

DEPOT EFFECTUE EN CONFORMITE AVEC L'ARTICLE 47 DU DECRET N°84-406 DU 30 MAI 1984

Le Greffier,



Buskade

SAS CEM
Société par actions simplifiée
au capital de 213 500 euros
Siège social : 2 route de Vigné
09400 BOMPAS
RCS FOIX 407 659 069

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 22 SEPTEMBRE 2007

L'an deux mille sept et le vingt deux septembre, à dix heures, les associés de la Société se sont réunis en assemblée générale au siège social sur convocation du Président.

Chaque associé a été convoqué par lettre recommandée adressée le 4 septembre 2007.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque participant à l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Monsieur ESTEBE Jean Michel préside la séance en sa qualité de Président de la Société.

Société AXIA représentée par M. Gilles SAHUC,
Commissaire aux comptes régulièrement convoqué, est absent et excusé.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le Président permet de constater que les associés présents et représentés possèdent 7 000 actions sur les 7 000 actions émises par la Société.

Le Président constate que les associés présents et représentés réunissant l'unanimité, peut valablement délibérer.

Le Président met à la disposition des associés :

- . un exemplaire de la convocation des associés ;
- . la copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes avec l'avis de réception ;
- . les statuts de la Société ;
- . la feuille de présence à l'assemblée ;
- . les pouvoirs des associés représentés par des mandataires ;
- . le rapport du Président ;
- . le texte des résolutions proposées.

Puis le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par les statuts, ont, conformément auxdits statuts été communiqués aux associés avant la réunion de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Bu don
Com RE
ME SE

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- . Réduction de capital par rachat des actions de M. et Mme MONY
- . Pouvoirs en vue des formalités.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale en suite de l'assemblée générale extraordinaire du 20 avril 2007 et suite au dépôt au Greffe du Tribunal de commerce de FOIX en date du 2 août 2007 ainsi que du courrier en date du 11 septembre 2007 de Monsieur le Greffier du Tribunal de commerce de FOIX mentionnant l'absence de toute opposition, décide avec les cessionnaire d'arrêter le montant des actions rachetées par la société à 700 (SEPT CENTS) selon les modalités ci-après portant acte de cession :

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur MONY Bernard et son épouse Madame MONY Ginette née GIOUDES

Nés

Le mari le 23 mai 1943 à PARIS

L'épouse le 28 mai 1931 au VERNET (HAUTE GARONNE)

Demeurant 68 chemin Notre Dame 31600 MURET

Mariés sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts

Ci-après dénommés « le cédant »

ET

La SAS CEM

2 route de Vigné 09400 BOMPAS

immatriculée au RCS FOIX 407 659 069

représentée par son Président M. Jean-Michel ESTEBE

ci-après dénommée « le cessionnaire »

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Le cédant est propriétaire de sept cents (700) actions à savoir 350 actions chacun, représentant 10 % du capital et des droits de vote , et l'intégralité des actions qu'il détient , de la Société SAS CEM,

- CESSION D'ACTIONS

Par les présentes, le cédant cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, la pleine propriété de 700 actions de la Société SAS CEM, au cessionnaire qui accepte ;

Bjy *JM*
Gin *RE*
ME *SE* *ME*

- PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, le cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date y compris afférents à des exercices antérieurs.

Le cédant remet ce jour au cessionnaire les ordres de mouvement signés nécessaires au transfert des titres cédés.

- CONDITIONS GENERALES

Le cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à compter de ce jour.

- PRIX - MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de TROIS CENT CINQUANTE CINQ MILLE EUROS (355 000 €), pour les 700 actions cédées,

lequel prix est payé ainsi qu'il suit :

- par paiement comptant de la somme de CENT MILLE EUROS (100 000 €) suivant chèque N° 0000 461 Banque CAISSE D'EPARGNE MIDI PYRENNES

à Madame MONY Ginette qui le reconnaît et en donne bonne et valable quittance ;
DONT QUITTANCE.

- par paiement comptant de la somme de CENT MILLE EUROS (100 000 €) suivant chèque N° 0000 460 Banque CAISSE D'EPARGNE MIDI PYRENNES

à Monsieur MONY Bernard qui le reconnaît et en donne bonne et valable quittance ;
DONT QUITTANCE.

- le solde soit la somme de CENT CINQUANTE CINQ MILLE EUROS (155 000 €) soit 77 500 € pour chacun des époux MONY, sera versé par le cessionnaire au cédant en une fois au plus tard le 15 février 2008 ladite somme ne portant pas intérêts.

Le crédit ci-dessus mentionné ne comporte aucune garantie, le cédant reconnaît avoir été informé des risques de l'absence de garantie par le rédacteur des présentes et décharge entièrement de dernier de toute responsabilité à cet égard.

Il est spécifié que la réduction de capital de 700 actions entraîne une réduction de capital de 21 350 € portant le capital à 192 150 €, par attribution de numéraire à concurrence de 21 350 € de nominal imputé sur le capital et d'une somme en numéraire de 333 650 € prélevée sur les autres réserves et reports à nouveau.

Les parties rappellent que le prix ci-dessus convenu est ferme et définitif et ne donne lieu à aucune clause de révision, ou variation de prix, et qu'elles n'ont convenu d'aucune clause de garantie d'actif et de passif.

- ORIGINE DE PROPRIETE

Buy JAV

GM RE

TE SE

DE

Les actions sociales appartiennent au cédant pour les avoir reçues en contrepartie de son apport lors de la constitution.

- DECLARATIONS GENERALES

1 - Le cédant et le cessionnaire déclarent :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la loi du 13 juillet 1967 ou de celle du 25 janvier 1985 ou des articles L. 620 et suivants du code de commerce, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;

- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

- qu'aucune distribution de dividendes n'est intervenue

2 - Le cédant déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des actions cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;

- que les actions cédées sont libres de tout gage ou promesse de gage ;

- ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts ;

- et que la Société dont les actions sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

- que la contrepartie du rachat est l'attribution de biens sociaux donnant lieu au droit de partage de 1,1 % sur le montant de la réduction de capital compte tenu du remboursement en numéraire effectué, soit sur la somme de 21 350 € représentant un droit de partage de $21\,350 \times 1,1\% = 235 \text{ €}$.

- FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Bm JJA
GM RE
ME SE ME

DEUXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire en conséquence de la première résolution qui précède, décide que les actions rachetées sont annulées à compter de ce jour, constate la réalisation définitive de la réduction de capital susvisée, et décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts ainsi qu'il suit :

A l'article 6 « Apports » il est ajouté le paragraphe suivant :

« -lors de la réduction de capital du 22 septembre 2007, le capital a été diminué de 21 350 € par annulation de 700 actions »

L'article 7 « Capital social » devient :

« le capital social est fixé à la somme de 192 150 euros divisé en 6 300 actions entièrement libérées et de même catégorie représentant chacune une quotité de capital »

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale donne au président tous pouvoirs à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à quinze heures.

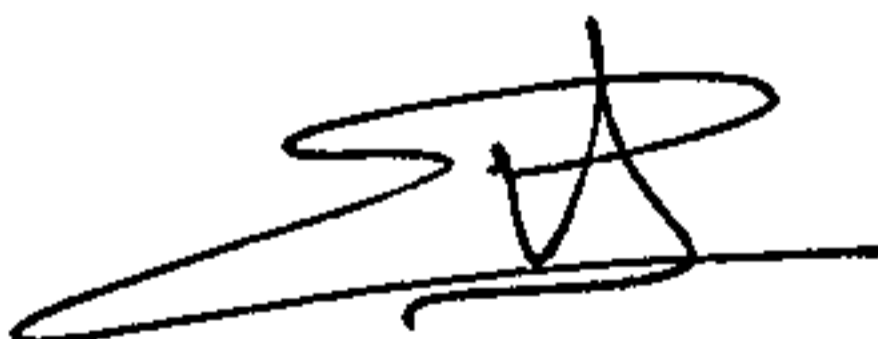
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président, les associés dont ceux es-qualité de cédant.

SAS CEM

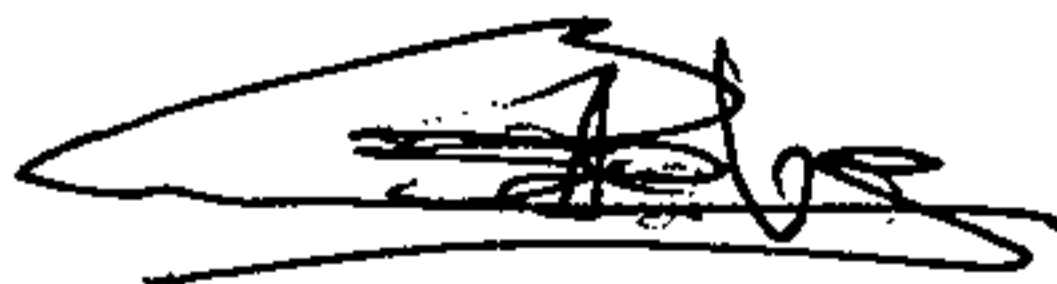
Le Président Mr ESTEBE Jean Michel



Mme ESTEBE Régine



Mr ESTEBE Martial



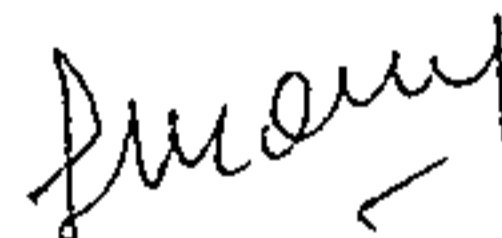
Mme ESTEBE Simone



Mr MONY BERNARD



Mme MONY Ginette



Mme ESTEBE Marielle



Enregistré à : **SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE FOIX**

Le 11/10/2007 Bordereau n°2007/704 Case n°1

Ext 874

Enregistrement : 235 €

Pénalités :

Total liquidé : deux cent trente-cinq euros

Montant reçu : deux cent trente-cinq euros

Le Contrôleur

Rose LACOSTE
Contrôleur

SAS CEM

Société par actions simplifiée au capital de 192 150 €

Siège social : 2 route de Vigné 09400 BOMPAS

STATUTS

mis à jour aux termes de l'assemblée générale extraordinaire
en date du 22.09.2007

statuts mis à jour
2007

TITRE I FORME - OBJET — DÉNOMINATION SOCIALE -SIEGE SOCIAL-DUREE

Article 1 — Forme

Il a été formé en date à TARASCON du 28 mai 1996, enregistré à Foix sous le n° d'ordre 8/12, une Société anonyme
Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant décision unanime des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 14 octobre 2006.

La société continue d'exister entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement. Elle est régie par les lois en vigueur, notamment par le livre II du Code de Commerce nouveau.

Article 2 — Objet

La société a pour objet en France et dans tous les pays :

- L'acquisition et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières et toutes opérations d'achat, de vente, d'échange et de souscription portant sur lesdites valeurs.

La prise de participation par voie d'achat, d'apport ou autrement, dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières

La mise en valeur, l'exploitation, la gestion desdites sociétés ou entreprises à la suite de cette prise de participation.

La prise de direction, le conseil, le contrôle, l'organisation, l'harmonisation, la coordination de l'activité desdites sociétés ou entreprises.

La mise en commun de tous moyens nécessaires à l'activité de l'ensemble desdites sociétés ou entreprise (La gestion administrative, juridique, comptable, financière, informatique des sociétés du groupe et d'une manière générale toutes prestations au profit de ses filiales) .

L'acquisition et gestion par location pour son propre compte de tous biens immobiliers, ainsi que l'activité de marchand de biens, l'achat et vente de tous biens immobiliers.

L'étude de tout avant projet et de tout projet commercial ou industriel, la conception et la réalisation de ces projets (ingénierie).

L'emprunt de tous les fonds nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Dispenser son savoir faire, et mettre en application dans la société et ses filiales la formation de tout personnel interne ou externe au groupe. La signature et prise en charge de contrat de maintenance lié à l'activité de ses filiales.

à l'objet social,

Et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Article 3 — Dénomination sociale

La société a pour dénomination sociale :

SOCIETE SAS CEM

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots " Société par actions simplifiée" ou des initiales " SAS " et de l'énonciation du capital social.

Article 4 — Siège social

Le siège social est fixé à :

Zone Industrielle FOURNIE 09400 TARASCON SUR ARIEGE

Par assemblée générale du 14 octobre 2006, il est transféré **2 route du Vigné 09400 -BOMPAS**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président et en tout autre lieu par décision collective ordinaire des actionnaires.

Article 5 — Durée

L'expiration de la société est fixée au 26 juin 2095 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6 — Apports

Il a été fait apport à la société :

- lors de sa constitution, une somme en numéraire de.....	..23 995,47 E
Et un apport en nature de189 733,15 E
- lors de l'augmentation de capital en date du 28/05/2002, une somme de 71,38 E en numéraire a été incorporée au capital, ci..... 71,38 E
- lors de l'augmentation de capital en date du 10/02/1981,	
	<hr/>
	213 500,00E

Lors de la réduction de capital du 22.09.2007, le capital a été diminué de 21 350 € par annulation de 700 actions

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 192 150 euros divisé en 6 300 actions entièrement libérées et de même catégorie, représentant chacune une quotité du capital.

Article 8 — Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des actionnaires prise dans les conditions de l'article 24 ci-après.

Les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Article 9 — Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 — Modalités de la transmission des actions

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les dispositions des articles 11 à 17 ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un actionnaire.

Article 11 — Inaliénabilité des actions

Les actions sont inaliénables pendant 10 années à compter de leur acquisition ou de leur souscription.

L'interdiction temporaire de céder les actions prévues ci-dessus vise toutes les transmissions d'actions à titre onéreux ou gratuit, y compris par voie d'adjudication publique ordonnée par décision de justice.

L'inaliénabilité temporaire des actions fait l'objet d'une mention sur les comptes d'actionnaires ouverts par la société.

Article 12 — Cession des actions — Droit de préemption

A l'expiration de la période d'inaliénabilité fixée à l'article 11 ci-dessus :

1) Toutes les cessions d'actions, même entre actionnaires, sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires dans les conditions définies au présent article.

2) L'actionnaire cédant notifie au président de la société et à chacun des actionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception son projet de cession en indiquant :

- Le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession.

- L'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital. La date de réception de cette notification fait courir un délai de quatre mois, à l'expiration duquel si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'actionnaire cédant pourra réaliser librement ladite cession sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts.

3) Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au président dans le délai de trois mois au plus tard de la réception de la notification du projet de cession visé au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'actionnaire souhaite acquérir.

4) A l'expiration du délai visé au 3 ci-dessus et avant celle du délai visé au 2 ci-dessus, le président notifie à l'actionnaire cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les actionnaires qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées et sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts.

5) En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai d'un mois contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

Article 13 — Agrément

1) Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre actionnaires qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des soixante quinze pour cent du capital de la société.

2) La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité de dirigeants, montant et répartition du capital. Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3) La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4) Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans le délai d'un mois de la notification de la décision d'agrément à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de trois mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 14 — Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 12 et 13 ci-dessus sont nulles.

Article 15 — Modification dans le contrôle d'une société actionnaire

1) En cas de modification du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 30 jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société actionnaire pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts.

2) Dans les 30 jours de la réception de la notification visée au 1 ci-dessus, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3) Les dispositions du présent article s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

Article 16 — Exclusion

Est exclu de plein droit tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants :

- Changement de contrôle d'une société actionnaire
- Violation des statuts
- Faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société
- Révocation d'un actionnaire de ses fonctions de mandataire social.

L'exclusion d'un actionnaire est décidée par l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité des soixante quinze pour cent du capital de la société. L'actionnaire dont l'exclusion est soumise à l'assemblée ne prend pas part au vote, et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- Information de l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée générale, cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles.
- Information identique de tous les autres actionnaires
- Lors de l'assemblée générale, l'actionnaire dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

L'actionnaire exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de 8 jours à compter de l'exclusion aux autres actionnaires au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-3 du Code civil.

Le prix des actions de l'actionnaire exclu doit être payé à celui-ci dans les 15 jours de la décision de fixation du prix.

Article 17 — Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.
Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

TITRE III ADMINISTRATION - DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Article 18 — Le président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président, personne physique ou morale, actionnaire de la société ou non de la société.

Le président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui peut le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à 6 mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des actionnaires. Le président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seule la publication des statuts suffise à constituer une preuve.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du président est fixée dans la décision de nomination.

Les fonctions du président prennent fin, soit par la démission ou la révocation (prise à l'unanimité par l'assemblée générale), soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La révocation du président peut être prononcée à tout moment par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 19 — Directeurs généraux

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

La rémunération des fonctions de directeur général est fixée dans la décision de nomination sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article des statuts.

La durée des fonctions de directeur général est fixée par la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

En cas de démission, empêchement ou décès du président, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- Dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale
- Exclusion du Directeur Général associé
- Interdiction de diriger, de gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Il est précisé que la Société engage même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Article 20 — Commissaire aux comptes

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

Article 21 — Conventions entre la société et les dirigeants

Le président doit aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

TITRE IV DÉCISIONS DES ACTIONNAIRES

Article 22 — Domaine réservé à la collectivité des actionnaires

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de fusion, scission ou dissolution, de modification des statuts, d'apport partiel d'actif, de vente de fonds de commerce de la société, de dissolution de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels et affectation du résultat, sont prises collectivement par les actionnaires, avec délégation de pouvoir le cas échéant du président selon ce qui est prévu par la loi et/ou les statuts et/ou chaque décision collective.

Article 23 — Décisions collectives des actionnaires

Au choix du président, les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les actionnaires ou par consultation écrite.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télécopie et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé ou décisions dans un délai d'un mois. Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

Les opérations ci-après font d'objet d'une décision collective des actionnaires dans les conditions suivantes :

- **Décisions prises à l'unanimité** des actionnaires présents ou représentés :
 - Toute décision requérant l'unanimité en application des dispositions légales.
- **Décisions prises à la majorité simple** du capital de la société:
 - Approbation des comptes annuels et affectation des résultats
- **Nomination et révocation du président**
 - Nomination des commissaires aux comptes
- **Dissolution et liquidation de la société**
- **Augmentation et réduction du capital**
- **Décisions prises à la majorité des 75%** du capital de la société .
 - Fusion, scission et apport partiel d'actif
 - Agrément des cessions d'actions
 - Exclusion d'un actionnaire.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président, sous réserve des dispositions de l'article 19.

L'assemblée est convoquée par le président. Il doit convoquer l'assemblée à la demande de tout actionnaire. La convocation est faite par tous moyens 15 jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié du capital de la société est représenté.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de 8 jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de 15 jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès verbal établi et signé par le président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque actionnaire.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionné au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

Article 24 — Actionnaire unique

Si la société venait à ne comporter qu'un actionnaire, ce dernier, exercera les pouvoirs dévolus aux actionnaires lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

TITRE V RÉSULTATS SOCIAUX

Article 25 — Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} novembre et se termine le 31 octobre de chaque année.

Article 26 — Comptes annuels

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

Le président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des actionnaires dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

Article 27 — Affectation du résultat

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5% au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte

- toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 28 — Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du code du travail auprès du président ou de toute personne à laquelle le président aurait délégué le pouvoir de présider le comité d'entreprise.

TITRE VI DISSOLUTION — LIQUIDATION

Article 29 — Dissolution — Liquidation

Il est statué sur la dissolution et la liquidation de la société par décision collective des actionnaires.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 30 — Contestation

1. Tribunaux compétents

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre actionnaires et la société, soit entre actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Article 31 — Engagements pour le compte de la société en formation

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires, ledit état est annexé aux présents statuts.

Article 32 — Pubilité

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.